

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

Salut au premier numéro de

“ RÉVOLUTION ”

Organe des Jeunesses Socialistes de la Seine

Il faut en finir avec la politique de « l'éclaircie »

Flandin fut accueilli avec satisfaction, non seulement par les députés radicaux, mais aussi par nombre de députés socialistes, tels Frossard, qui saluaient la célèbre « éclaircie ». Au Conseil National, le groupe parlementaire fut en fait prépondérant. La direction du P. C. de son côté ne se montra pas trop bruyante, mais elle aussi parlait d'une victoire des masses obtenue sans coup férir. Le front populaire se réalisait pour semer une douce quiétude; la température des masses, si élevée dans les dernières semaines du gouvernement Doumergue, s'abaissa.

Le crétinisme parlementaire faisait ses ravages. Messieurs les députés ayant l'impression de respirer, le front de lutte qui ne fut jamais bien brillant pouvait se dégarner.

En réalité, en guise d'éclaircie, le gouvernement Flandin a plutôt constitué une de ces pluies fines, incessante, pénétrante, qui vous transperce de part en part plus dangereusement qu'une rude averse. Flandin a continué avec beaucoup plus de savoir-faire, l'œuvre de Doumergue. S'il a momentanément laissé tomber le voyage à Versailles, c'est que la révision de la Constitution était fort peu de choses après ce qui s'était passé le 6 février. C'est sur le plan de l'expropriation économique et politique des travailleurs que Flandin a marqué des points.

La presse nazie et russe-blanche parle d'une provocation de la G.P.U. : la G.P.U. aurait tué Kirov pour montrer combien elle est nécessaire et pour augmenter son pouvoir. On parle à ce propos de la rivalité de la G.P.U. avec l'appareil du Parti. Cette rivalité est incontestable. Mais penser qu'elle a atteint une telle ampleur que la G.P.U. assassine des dirigeants du Parti, le moins qu'on en puisse dire, c'est que cette exagération est tout à fait disproportionnée à l'état de choses. Aujourd'hui, la rivalité de la G.P.U. se manifeste dans les questions des statuts de la G.P.U., des limites de sa compétence, de la composition de sa direction !

Le fait que l'on a mis toute une journée pour lui arracher son nom — et voilà plus d'une semaine d'écoulée, et qu'on ne publie rien sur ses aveux — ne donne pas l'impression que Nikolaïev soit un fou. Nous sommes tout à fait inclinés à penser qu'il s'agit d'un attentat politique. En frappant Kirov, l'un des chefs du Parti communiste, et contre le gouvernement Flandin et ses projets de militarisation accentuée.

Préparation de la grève générale. Organisation des milices du peuple. Toutes les forces révolutionnaires ardentes qui existent dans le parti doivent se coordonner, bander leurs efforts et, par l'action, ouvrir à la classe ouvrière, aux petits artisans, aux paysans, aux intellectuels, une perspective pour échapper au sort sinistre que la bourgeoisie leur réserve. C'en est assez de « l'éclaircie » au-dessus du marais parlementaire où nous nous enlisons. Pour déclencher la tempête révolutionnaire, les conditions sont là; il suffit de vouloir faire ce qu'on a voté, il suffit d'oser.

La politique de « l'éclaircie » coûte trop cher aux travailleurs. Pensant que leur vigilance est assoupie, des regroupements se font dans les groupements réactionnaires et fascistes, une sélection (on comprend dans quel sens) s'opère chez eux; ils commencent leurs expéditions punitives. Il faut briser net avec la politique de « l'éclaircie ». Nous n'avons pas autre chose à proposer contre Flandin que contre Doumergue. Les mesures à prendre, la politique à suivre, le but à fixer, tout cela est écrit dans la résolution de la Fédération de la Seine ;

Mobilisation des travailleurs

L'assassinat de Kirov

Bien que plus d'une semaine se soit écoulée depuis l'assassinat de Kirov, il est impossible à l'heure actuelle de donner une appréciation juste de cet événement, étant donné le manque d'informations. Tâchons cependant de donner quelques considérations générales. Depuis 1927, ou un chef de la G.P.U. a été tué en Russie blanche et une bombe jetée au siège de la G.P.U. à Moscou, on n'a pas vu d'attentat en U.R.S.S. Les attentats de 1927 qui avaient d'ailleurs le caractère d'une dernière convulsion, comme ceux qui les avaient précédés (Volodarski, Ouritski, Vorovski, et autres) avaient été organisés et exécutés par les gardes-blancs (ou antérieurement par les S.R.), en tous cas par des représentants des classes et des partis de l'ancienne Russie. Mais l'assassin Nikolaïev, est un homme de formation purement soviétique (il n'avait que 13 ans lorsque la Révolution d'Octobre éclata) et n'a certainement pas agi sur l'instigation de l'étranger ou d'une organisation politique déterminée. Nous n'avons pas de renseignements précis et ignorons si Nikolaïev était membre du Parti communiste. Nous pensons que ce n'est pas du tout exclu. En tout cas il était employé, soviétique, travaillant dans les organismes centraux (le fait même qu'il ait pu pénétrer dans Smolny, qui est assez bien gardé, pourrait être interprété comme l'indication qu'il connaissait bien les lieux).

Les mobiles de l'assassinat ? La presse a fait plusieurs hypothèses. 1° Nikolaïev est lié à la même organisation que celle qui a tué le roi Alexandre. Passons.

2° La presse nazie et russe-blanche parle d'une provocation de la G.P.U. : la G.P.U. aurait tué Kirov pour montrer combien elle est nécessaire et pour augmenter son pouvoir. On parle à ce propos de la rivalité de la G.P.U. avec l'appareil du Parti. Cette rivalité est incontestable. Mais penser qu'elle a atteint une telle ampleur que la G.P.U. assassine des dirigeants du Parti, le moins qu'on en puisse dire, c'est que cette exagération est tout à fait disproportionnée à l'état de choses. Aujourd'hui, la rivalité de la G.P.U. se manifeste dans les questions des statuts de la G.P.U., des limites de sa compétence, de la composition de sa direction !

Le fait que l'on a mis toute une journée pour lui arracher son nom — et voilà plus d'une semaine d'écoulée, et qu'on ne publie rien sur ses aveux — ne donne pas l'impression que Nikolaïev soit un fou. Nous sommes tout à fait inclinés à penser qu'il s'agit d'un attentat politique. En frappant Kirov, l'un des chefs du Parti communiste, et contre le gouvernement Flandin et ses projets de militarisation accentuée.

Préparation de la grève générale. Organisation des milices du peuple. Toutes les forces révolutionnaires ardentes qui existent dans le parti doivent se coordonner, bander leurs efforts et, par l'action, ouvrir à la classe ouvrière, aux petits artisans, aux paysans, aux intellectuels, une perspective pour échapper au sort sinistre que la bourgeoisie leur réserve. C'en est assez de « l'éclaircie » au-dessus du marais parlementaire où nous nous enlisons. Pour déclencher la tempête révolutionnaire, les conditions sont là; il suffit de vouloir faire ce qu'on a voté, il suffit d'oser.

La politique de « l'éclaircie » coûte trop cher aux travailleurs. Pensant que leur vigilance est assoupie, des regroupements se font dans les groupements réactionnaires et fascistes, une sélection (on comprend dans quel sens) s'opère chez eux; ils commencent leurs expéditions punitives. Il faut briser net avec la politique de « l'éclaircie ». Nous n'avons pas autre chose à proposer contre Flandin que contre Doumergue. Les mesures à prendre, la politique à suivre, le but à fixer, tout cela est écrit dans la résolution de la Fédération de la Seine ;

Mobilisation des travailleurs

l'un des membres les plus éminents du cercle intime de Staline, Nikolaïev a dû vouloir par cette démonstration, frapper le parti au pouvoir, sa politique, ses chefs. Que nous n'ayons pas affaire à un acte terroriste de hasard, semble être confirmé par ce fait qu'en U.R.S.S. on y attache une énorme importance. Non seulement un décret spécial sur la procédure rapide et impitoyable du jugement contre des groupements terroristes a été promulgué par le Comité exécutif des Soviets, mais on prépare un changement dans le même sens dans les codes criminels de l'U. R. S. S. C'est là l'indice que l'assassinat cause les plus grandes inquiétudes à la direction soviétique et qu'elle y voit non pas l'acte d'un fou, ou une vengeance personnelle, mais quelque chose de beaucoup plus profond et plus grave dont il faut tâcher de se préserver aussi pour l'avenir.

Avons-nous affaire à un homme déçu de la Révolution ? ou à un thermidorien conscient ? Cela ne change rien au fait que le coup de Nikolaïev est dressé contre la Russie soviétique, contre la classe ouvrière au pouvoir.

Quant aux 66 fusillés, ils n'ont apparemment rien à voir avec l'affaire Nikolaïev proprement dite. Ils ont été arrêtés avant, et absolument indépendamment de l'assassinat de Kirov. Leur exécution a pour but de semer la terreur pour de nouveaux Nikolaïev éventuels. Des actions pareilles ont eu lieu du temps de Lénine aussi; mais cela se fait en plein jour, on savait qu'il y avait des fusillés, et pourquoi. La liste des fusillés, ne contient aucun indice biographique ou autre permettant des conclusions quelconques.

Si en U.R.S.S. il existe toujours potentiellement et en activité, des éléments antisoviétiques, car les classes sont loin d'être liquidées et l'U.R.S.S. ne peut, contrairement à ce que prétend la doctrine stalinienne, « faire abstraction » des rapports mondiaux, le stalinisme augmente ces cadres contre-révolutionnaires, en y poussant des éléments découragés ou égarés qui auraient pu être sauvés, mais qui ne peuvent trouver le juste chemin dans la nuit du régime intérieur. La politique stalinienne et le régime qui étouffe le moindre symptôme d'une vie politique au sein du Parti, ne portent eux-mêmes pas qu'une petite part de responsabilité dans ce que des tendances contre-révolutionnaires se manifestent parfois, même parmi les éléments qui ne sont pas hostiles au régime. Il suffit de rappeler qu'en 1932, période de crise très aiguë en U.R.S.S., on parlait beaucoup de différents groupes à buts terroristes, en particulier parmi la jeunesse. Des jeunes, arrêtés, ont raconté qu'ayant entendu partout, dans la famille, dans l'usine, où à l'école, des paroles de haine contre Staline, ils ont vu en lui la cause de ces choses en U.R.S.S., et pensaient qu'en éliminant cette cause, ils parviendraient à changer cet état de choses.

La personnalisation du régime en U.R.S.S., où le Parti n'existe pas, où comptent seuls les chefs, ne peut que favoriser des tendances terroristes. Jusqu'ici, heureusement pour l'U.R.S.S. et pour le mouvement ouvrier, ces tendances terroristes ne se sont pas cristallisées dans les actes.

Ce serait une erreur monstrueuse de tenter de rapprocher le mécontentement des masses soviétiques, de l'acte de Nikolaïev. L'ouvrier soviétique est mécontent, mais profondément attaché au régime. Il cherche la solution dans le cadre soviétique par la voie d'une réforme. Nikolaïev à ses yeux n'est autre qu'un ennemi de classe.

Quant à notre position, il serait vain de répéter ici qu'elle ne saurait être que celle de la condamnation la plus absolue, la plus nette, la plus rigoureuse de cet attentat, comme de toute méthode terroriste en général, qui ne peut servir qu'un but : défricher la voie au bonapartisme et au fascisme en U.R.S.S.

MEUNIER.

L'Assemblée d'information organisée par les « Amis de la Vérité » doit marquer pour l'orientation de la Fédération de la Seine.

Quatre cents militants de la Fédération de la Seine se pressaient dans notre assemblée d'information. Des militants ardents et décidés à une politique révolutionnaire.

Les exposés de nos camarades Cralpeau et Molinier furent accueillis avec une vive sympathie. Les interventions de Beurepaire, Desphélippon, Just, Mallart, Marie, Pivert, avec une attention marquée, une approbation enthousiaste lorsque ces camarades proposaient l'action concertée des différentes tendances de gauche pour gagner le Parti à une politique révolutionnaire.

Notre tendance devait se définir, ce qui donna dans la controverse une plus grande place à nos exposés; le débat fut par cela même limité; des militants inscrits durent se borner à une brève déclaration, quelques militants qui s'étaient fait inscrire au cours du débat, durent renoncer à s'exprimer. Il faudra dans de prochaines controverses, se limiter à un seul sujet en donnant à chaque tendance, un temps égal d'expression.

De nouvelles et larges controverses sont en effet nécessaires afin d'éclaircir les divergences existantes et de se délimiter avec précision, mais ce qui s'impose, c'est une action systématique des militants de la Fédération pour réaliser dans la Seine, une politique révolutionnaire liée à la masse, ouvrant de larges possibilités, faisant de la Fédération de la Seine, le centre d'attraction révolutionnaire.

Dans ce sens, l'assemblée du 12 doit marquer, et marquera une date !

Notre permanence : 8, rue Legouvé (métro Lancry) Chaque jour de 18 h. 1/2 à 20 h. Lecture de la presse Prêt de livres

Un Scandale qui doit cesser !

A SURESNES ET PUTEAUX, VILLES OUVRIÈRES, LE SOCIALISME DOIT PRENDRE SON VRAI VISAGE !

C'est sur ce mot d'ordre que menait campagne, aux élections législatives de 1932, l'Union des Sections de Puteaux, Nanterre et Surenes.

La section néo a libéré le Parti de quelques éléments réactionnaires : la section de Nanterre est maintenant à gauche.

Mais l'esprit néo règne toujours dans les sections de Surenes et de Puteaux, et paralyse complètement la vie du Parti dans ces deux grandes agglomérations ouvrières.

(Suite à la page 4)

Tribune libre

LETTRE DE LA C.A.P. A FOGEL, concernant l'article ci-dessous :

Mon cher camarade, Comme vous le savez, le conseil d'administration et de direction du « Populaire » a fixé la répartition des lecteurs de telle manière qu'il ne serait possible de passer votre article que si vous vous entendiez avec le leader qu'a fait désigner votre tendance, c'est à-dire le camarade Just. Je vous retourne votre article de manière à ce que vous puissiez vous entendre avec lui. Croyez, mon cher camarade, à mes sentiments cordialement dévoués. Le Secrétaire général du P.S. par intérim. M. BLUMEL.

Je demande la parole...

Dans son article du 4 courant dans le Populaire Just dit aux militants : Exigez la parole ! Pour ma part je ne l'exigerai pas. Je me contenterai tout simplement de la demander pour mettre au point certaines des affirmations de Just.

Tout d'abord dans la dernière partie de son article il précise : « Notre camarade Just a, sur nos instructions (sur ses instructions à lui, puisque c'est lui le signataire de l'article) déposé à la C.A.P. du 27 novembre une motion préjudicielle réclamant ce congrès. Nous avons eu sa seule voix... »

La bonne foi eût voulu que Just indiquât que son camarade de tendance Fogel était absent, comme il peut se trouver absent lui-même.

Pour ma part je me suis toujours efforcé de respecter les principes socialistes et d'admirer sans réserve leurs idées plus ou moins marquées, surtout lorsqu'elles leur arrivent par une voie surnaturelle !

Camarades militants, dit Just, faites votre choix entre le collaborationnisme ou la Révolution ! Qu'est-ce à dire ? Est-ce du collaborationnisme ou de la Révolution, la résolution votée par l'unanimité de la C.A.P. dans sa séance du 7 novembre où elle se déclarait prête à ne poser d'avance aucune limite au concours qu'apporterait le Parti à des républicains bourgeois ?

Just n'a-t-il pas avoué ce jour-là qu'un tel acte serait capable de produire un certain dynamisme dans la classe ouvrière.

Pour ma modeste part j'étais admirateur de cette résolution, mais Just n'a pas voulu voter contre et je n'ai pas voulu montrer notre désaccord. Mais il ne suffit pas de vouloir toujours être aux extrêmes, il faut aussi concilier ses paroles avec ses actes, car les militants à qui on prétend parler clair, n'y comprennent plus rien ou croient alors qu'on se fout d'eux.

Le Parti a édité le compte rendu sténographique du XXXI^e Congrès National tenu à Toulouse en Mai 1934 ; à la page 158 de cette édition, je lis : « La réaction pour nous, c'est tout ce qui se réclame du conservatisme social, c'est-à-dire tout ce qui se réclame de la conservation de la propriété privée. »

Et alors, si vous prenez cette formule comme exacte, vous ne devez accorder aucune confiance aux membres des partis bourgeois de gauche, même s'ils se sont désolidarisés de l'ensemble de leur parti, même s'ils appartiennent au parti dit Camille Pelletan.

Or, Just lors de la campagne pour les élections cantonales s'est trouvé assez souvent dans des réunions aux côtés de radicaux du groupe Camille Pelletan ; a-t-il, à ce moment fait la même déclaration que celle qu'il avait faite à Toulouse et que je viens de rappeler.

Bien mieux, lors du récent conseil national, une motion sur la tactique aux élections municipales a été adoptée à l'unanimité et que dit-elle ? Listes communes au premier tour possibles avec le Parti Communiste et avec les partis ou citoyens n'appartenant pas à l'union nationale ou l'ayant publiquement reniée ; même tactique pour le second tour.

Est-ce donc bien la peine d'avoir ainsi vitupéré à Toulouse le parti Camille Pelletan et d'avoir dit : « Je ne conçois pas, à l'heure présente, lorsqu'on n'approuve plus quelque chose qu'on a soutenu pendant des années, que, comme certains radicaux, on se désolidarise d'un seul coup du parti auquel on appartenait pour en fonder un autre qui n'a aucune chance, dans le pays, d'être un point d'entraînement des masses. » Mais arrêtés là mes citations, on

Les tendances du mouvement ouvrier et la guerre.

La droite aurait insisté au dernier Conseil National, pour qu'un proche Congrès du Parti, tranché la question de la Défense Nationale. Beaucoup de militants supposent que cette question est secondaire, et que la lutte à mener quotidiennement en France, et plus d'importance. En réalité, la divergence sur la défense nationale commande toutes les autres, c'est pourquoi notre rédaction a décidé de lui réserver dans ce numéro, la plus large place. Nous exposons la conception de notre tendance, nous invitons les tendances et les militants à nous exposer leurs critiques. Notre tribune libre leur est sans réserve ouverte.

LA REDACTION.

On repasse trop facilement dans les rangs ouvriers les formules classiques : la guerre est un fruit du régime capitaliste, pour lutter contre elle, il faut lutter contre le capitalisme, etc... et on adopte des positions de lutte contre la guerre par stabilisation du régime capitaliste. La II^e Internationale avant la guerre, votant les formules gauches, permettait à chacune de ses sections de pratiquer la politique opportuniste la plus appropriée aux intérêts de la bourgeoisie de chaque pays, dans l'Internationale les socialistes autrichiens défendaient les intérêts de l'Autriche, les social-démocrates allemands les intérêts de l'Allemagne, ceux de France les intérêts de la France, etc... Aussi quand arriva la guerre, c'est-à-dire quand les différentes nations impérialistes cherchèrent à résoudre leurs différends par les armes, ce qui impliquait pour chaque impérialisme une concentration de toutes les forces du pays et la suppression de toute opposition, dans chaque pays, les opportunistes de la II^e Internationale se mirent à servir le régime capitaliste. Tout ce qui avait été dit comme complexe servit largement à justifier la trahison : la nation la plus socialiste ne devait pas être écrasée par la nation la moins socialiste, dans des phrases de ce genre s'aurait combien le capitalisme avait gangrené les rangs ouvriers ; il n'y avait pas de nation plus ou moins socialiste en 1914, il n'y avait que des nations capitalistes plus ou moins évoluées dans lesquelles furent emportées comme fétu de paille les conquêtes ouvrières !

(Voir suite page 2)

NOTE DE LA REDACTION

La parution bimensuelle crée une accumulation de copie qui nous contraignait parfois à différer la parution d'articles ou notes fort intéressants. Nous nous en excusons auprès de nos amis. Notre Administration concentre ses efforts pour le retour à une parution hebdomadaire et se refuse de ce fait à la publication sur six pages, nous utiliserons en conséquence de petits caractères et nous efforcerons de publier sans retard les notes de VIE DU PARTI et VIE OUVRIERE que nos militants doivent régulièrement nous faire parvenir.

Nous devons remettre la publication de toute une série d'informations sur l'Espagne qui aura dans notre prochain numéro la plus large place. — La Rédaction.

Le copie pour le prochain numéro doit être parvenue le 27 décembre. Vendredi 14 et Vendredi 21 à 19 heures, au siège : Comité de Rédaction.

peut parfois oublier ce qu'on dit : « les paroles s'envolent, mais les écrits restent » dit un proverbe latin. Il n'y avait pas alors la sténographie ?

Just veut un congrès national extraordinaire. Je suis d'accord avec lui, mais alors pourquoi n'a-t-il pas insisté à la C.A.P. sur une motion signée par un certain nombre de camarades lors du conseil national du 15 Juillet, demandant la convocation d'un congrès national exactement pour les mêmes buts que ceux indiqués aujourd'hui ?

Est-ce que la demande de convocation d'un congrès national extraordinaire va être le seul motif d'être du C.A.S.R. ? Demandons le toujours en espérant ne l'obtenir jamais !

Mais je veux conclure : qu'on ne prenne pas pour une polémique partielle ce que je viens d'écrire ; je crois que j'ai exprimé ainsi la façon de penser de beaucoup de camarades et parmi eux, ceux qui depuis de nombreuses années militent à l'avant garde du Parti, honnêtement, loyalement et sans aucune ambition personnelle.

R. FOGEL de la C.A.P.

Le problème de la guerre

La lutte pour la paix sans action révolutionnaire est une phrase creuse

LÉNINE.

(Suite de la Première page)

Au cours de la guerre, des différenciations appaurent; des adversaires de la guerre se révélèrent. Mais là encore, sauf une poignée d'hommes dirigés par Lénine, reparurent ces formules complexes qui limitèrent la lutte contre la guerre à des pleurs sentimentaux, çà et là à des actes d'abnégation héroïques, mais ne servirent en rien à braver la capitulation et à hâter la fin de la guerre. La seule action contre la guerre, ce fut la victoire de la Révolution d'Octobre dirigée par les bolcheviks qui porta le véritable coup décisif. A l'ouvrier et au paysan dans les tranchées, elle montra, par la signature du traité de Brest-Litovsk, qu'il ne se battait pas pour ses intérêts et qu'il avait un meilleur usage à faire de ses armes.

Lorsqu'au lendemain de la guerre s'opéra autour de l'Internationale communiste le regroupement révolutionnaire du prolétariat, la question de la guerre joua un grand rôle. A Tours, les partisans de la défense nationale furent rigoureusement pris à la gorge. Dans ses années de formation, le parti communiste clarifia la question de la guerre, propageait la solution bolchevique de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Dégénérant, abandonnant le terrain de la lutte pour la révolution mondiale pour se placer sur le terrain de la défense des intérêts de l'appareil dirigeant en U.R.S.S. indépendamment de la révolution mondiale en laquelle cette bureaucratie n'a pas confiance, le parti communiste devait commettre des fautes lourdes et se préparer à commettre un crime sur la question de la guerre par la préparation des cerveaux ouvriers à collaborer avec sa propre bourgeoisie au nom de la défense de l'U.R.S.S. On a envoyé des militants communistes sarrois implorer à Genève les gouvernements impérialistes de décider l'envoi de troupes dans la Sarre, au lieu d'appeler les travailleurs sarrois à défendre leurs droits les armes à la main. Il n'y a plus que des aveugles ou des canailles pour avoir le moindre doute sur la politique du parti communiste dans un pays qui serait allié à l'U.R.S.S. dans une guerre.

Au lendemain de Tours

Au lendemain de Tours et jusqu'à présent, le parti socialiste a continué à avoir sur la question de la guerre et de la défense nationale une position fautive qui aida ceux qui servent ouvertement la bourgeoisie; quel est le militant de gauche qui ne se souvient combien de fois on lui jeta Paul-Boncour dans les jambes? Le déplacement à gauche des dernières années, des derniers mois n'a pas encore entraîné une clarification suffisante sur la question de la guerre; elle n'en est qu'à ses débuts. Il faut, d'urgence, au dernier conseil national, les droitières ont ouvertement défendu la défense nationale. La pression de la bourgeoisie se montrera d'ailleurs au moins aussi exigeante que la pression des militants révolutionnaires. Aucune solution mixte n'est admissible; on ne peut mettre un doigt dans l'engrenage de la défense nationale sans y laisser tout le corps. Et il ne suffit pas d'une simple affirmation. Dans la « Bataille socialiste » cohabitent parait-il avec Zyromski des adversaires de la défense nationale. Mais qui peut les croire sur parole? Comment expliquer à un ouvrier qu'on est entre la défense nationale en régime capitaliste et que l'on appartient à la même tendance qu'un partisan plus ou moins affirmé de cette même défense nationale? Quel crédit peut-on accorder a priori à une tendance quand on sait que le jour de la guerre, l'un dira: « va mourir pour ton pays et que l'autre dira (ou a promis de dire): tu es un prolétaire dont l'intérêt est de renverser ce régime par tous les moyens. Et d'ailleurs, notons que les gauches n'ont pas une seule fois à notre connaissance déclaré: par tous les moyens, y compris la défaite de notre impérialisme. Dans un problème comme celui de la guerre, les omissions sont aussi dangereuses que les formulations obscures.

Itard et Lefranc proposent...

Depuis le triomphe du fascisme en Allemagne, la bourgeoisie française a aussi exploité les sentiments antifascistes puissants, a fait mûrir l'idée de la guerre de la démocratie contre le fascisme, pour ses intérêts propres. Qu'il soit nécessaire de combattre de telles conceptions, nous ne faisons que le rappeler ici. Mais il faut combattre tout autant le point de vue quasi inverse défendu récemment par Itard et Lefranc, dans le *Populaire*. A la recherche de solutions « positives » pour la politique socialiste, ils ont envisagé comme moyen d'arrêter la course aux armements et d'éviter la guerre, non pas une action des travailleurs contre les projets militaires, mais un accord de la France capitaliste et de l'Allemagne capitaliste pour déplacer des bornes-frontières non en Europe (Laval, mandataire de l'impérialisme français, a dit: non), mais en Afrique. C'est une politique esclavagiste que Lefranc et Itard ont défendue parce qu'ils n'ont pas apporté à la question de la guerre la seule solution marxiste révolutionnaire.

Le danger de guerre grandit, la classe ouvrière ne voit pas dans ses organisations l'outil capable de lutter contre la guerre tout comme de lutter pour la révolution: c'est que les deux problèmes sont intimement, indissolublement liés. La II^e Internationale, selon Kautsky, était un instrument pendant la paix; en réalité ses sections servaient d'instrument de la bourgeoisie pendant la guerre; la III^e Internationale qui fut une organisation révolutionnaire type a dégénéré et livra les ouvriers confiants aux intérêts non de l'U.R.S.S. et de la révolution mondiale, mais de la bureaucratie soviétique. Il reste aux travailleurs à recréer l'arme de la révolution et de la lutte contre la guerre, le parti révolutionnaire international, la IV^e Internationale.

Le danger de guerre à l'heure présente

« L'Europe est inquiète » ...

« L'Europe est inquiète » déclare à la Chambre Pierre Laval. Les bourgeois d'Europe ont les rivantes exaspérées, que finissent les coups de la crise, dans l'insécurité de leurs équilibres intérieurs ou de leurs finances extérieures sont « inquiètes »: ce plus en plus elles se tournent vers la réaction et la guerre. Pour aujourd'hui « l'inquiétude » se traduit par les milliards jetés dans les armements: rétablissement de la force allemande, lutte de l'air anglaise, crédits militaires et loi de deux ans en France, militarisation de l'enfance italienne. Course aux armements prolongée — ou dominée — par le complot des armements navals qui oppose les Etats-Unis, l'Angleterre et le Japon.

De nouveau une menace de guerre a été agitée, opposant les deux protagonistes de l'Europe d'après Versailles: l'impérialisme français qui veut maintenir le système du traité et l'impérialisme allemand qui veut le détruire.

L'excitation chauvine développée autour du plébiscite de la Sarre s'est brusquement calmée. Le maquignonnage des deux bourgeoisies est conclu. Les accords de Rome ont mis le point final aux fructueux marchandages du Comité des Forges et des fascistes allemands. La France se refuse désormais à « troubler la paix de l'Europe » pour une poignée d'internationalistes et de révolutionnaires ». Le front unique sarrois, hier porté aux nues par la presse chauvine et soutenu par le gouvernement français, est ignominieusement abandonné au couteau des bouchers fascistes. Et ce trafic immonde, qui a reçu son prix, se pare des déclarations pacifistes de Pierre Laval à Genève. On ne peut que protester de voir le *Populaire* (7 décembre) « souscrire sans réserves » aux solutions les plus heureuses apportées au « conflit ». Les deux bourgeoisies ont joué cyniquement hier et aujourd'hui sur le dos du prolétariat des mines sarroises.

Dans le même temps, la plainte de la Yougoslavie à Genève éclairait d'un jour cru la lutte acharnée pour le par-

tage d'influence que se livrent la France et l'Allemagne dans l'Europe Centrale. L'impérialisme français soutient la revendication de la Yougoslavie, membre de la fidèle Petite Entente. Mais il s'efforce de rallier l'Italie dont les responsabilités dans l'attentat de Marseille sont soigneusement étouffées. La Hongrie révisionniste était liée à l'Autriche et à l'Italie dans une politique dirigée contre la Petite Entente. Mais elle est de plus devenue la figure active d'un rapprochement entre l'Allemagne et la Pologne (oubliée de ses « anciennes amitiés »), pour former un bloc qui ne dissimule pas ses visées contre la Tchéco-Slovaquie, les pays baltes et l'Ukraine soviétique — donc contre les alliés ou amis de la France.

La violence du conflit entre la Hongrie et la Yougoslavie a éclairé cette course diplomatique éfrénée. L'Angleterre a démontré sa volonté de ne pas se lier à l'impérialisme français dans la querelle de l'Europe Centrale. Le champ d'horizon de l'Angleterre domine l'Europe. Les grandes puissances — qui poursuivent leurs lourdes préoccupations — ont jusqu'ici réussi à retenir à la chaîne malgré leurs hurlements, les deux puissances vassales de Hongrie et de Yougoslavie.

Mais dans l'Europe inquiète, des troubles politiques se nouent et se dénouent. L'Allemagne espérait que la succession de Barthou à Laval marquerait une rémission dans la politique d'encerclement de l'Allemagne hitlérienne. Après les émissaires Goy-Mourier, viennent les voyages officiels de Ribbentrop et de Hess. Des déclarations ampoulées de Laval à la Chambre, il faut surtout retenir l'affirmation que l'impérialisme français ne fera pas une politique d'accords exclusivement bi-latéraux avec l'allié soviétique. Est-ce le premier pas de la bourgeoisie réactionnaire française vers la politique tardive de rapprochement avec la forte bourgeoisie allemande contre les « barbares de l'Est », vers un véritable front de classe des impérialismes? « L'Europe est inquiète ». Les mas-

ses ouvrières et paysannes sont en proie aux tenailles redoutables de la crise, à la réaction déchainée, à la menace d'aventures et de guerres. Le régime du continent dégénéré porte ses fruits dans la politique intérieure et extérieure. Que veut, face à la catastrophe, la revendication immuable et sereine de Léon Blum réclamant inlassablement l'impossible ou la trompeuse solution du désarmement? De moins en moins, la bourgeoisie n'applique sur les souffrances de l'Europe le chloroforme de ces conférences. Blum reçoit maintenant le renfort de Péri. Devant les dangers que court le rapprochement franco-soviétique, Péri, au lieu d'appeler le prolétariat à l'action de classe, se raccroche au conseil d'une politique « véritablement pacifique », pour l'impérialisme français, de rapprochement avec l'U.R.S.S. et l'Allemagne. « Cette politique, s'écrie-t-il à la Chambre, nous en sommes. »

Cette politique trompeuse, passagère, meurtrière, de la bourgeoisie, non, nous n'en sommes pas. Dans l'« Europe inquiète » de la réaction et de la guerre, les révolutionnaires prolétariens doivent être aussi conscients que la bourgeoisie de l'interpénétration de la politique intérieure et de la politique extérieure. A la militarisation et à la réaction croissante, au jeu perfide et féroce des « routiniers de la diplomatie », ils n'opposeront la confiance en des conférences du désarmement ou des alliances baptisées pactes de non-agression. La voie est dans le renforcement de l'internationalisme prolétarien: avec les prolétaires sarrois, avec les prolétaires croates, avec les prolétaires allemands, avec les prolétaires espagnols, avec les prolétaires russes — pour forger dans nos rangs l'opposition irréductible de classe à la politique de la bourgeoisie, pour la forger au sein du parti unique du prolétariat qui est à l'ordre du jour — et qui devra affronter les plus lourdes épreuves sur le terrain de la guerre et de la paix impérialistes.

F. GERARD.

Les hommes, les partis, les syndicats durant la dernière guerre

Le manifeste du parti socialiste

Citoyens, C'est à la suite d'une délibération régulière, c'est par une décision mûrement pesée que le P.S. a autorisé deux de ses membres, nos amis Jules Guesde et Marcel Sembat, à entrer dans le nouveau gouvernement, et qu'il a fait deux de ses délégués à la Défense Nationale...

C'est de l'avenir de la nation, c'est de la vie de la France qu'il s'agit aujourd'hui. Le Parti n'a pas hésité. La vérité, pressentie, annoncée par nous, a éclaté. Sans avoir été entendus, sans avoir été atteints dans leur constitution, nos armées, nos plus laborieuses de notre pays ont été menacées. Il faut que l'unité nationale dont la révélation renouvelée reconfortait les cours du début de la guerre, manifeste toute sa puissance.

Il faut que dans un de ces élans d'héroïsme qui se sont, à pareilles heures, toujours répétés dans notre histoire, la nation entière se lève pour la défense de son sol et de sa liberté. Le chef du gouvernement a pensé que pour entraîner la nation, pour l'organiser, pour la soulever dans une lutte qui sera et qui doit être acharnée, il avait besoin du concours de tous, et plus particulièrement peut-être de ceux qui redoutent, pour l'émancipation prolétarienne et humaine, l'oppression esclavagiste du despotisme. Il savait qu'à toutes les heures graves, en 1793 comme en 1870, c'était en ces hommes, en ces socialistes, en ces révolutionnaires, que la nation mettait sa confiance.

Spontanément, sans attendre d'autre manifestation de la volonté populaire, il a fait appel à notre Parti. Notre Parti a répondu: Présent! Voilà dans quel esprit nos amis entrent au gouvernement, ils y entreront avec la claire vision de l'œuvre immense qu'ils ont à accomplir. Ils poursuivront la lutte en masse. Ils feront en sorte qu'aucune force, aucune bonne volonté, ne demeurent inutilisées.

Ils rendront chaque jour plus intense, par la collaboration de toutes les forces disponibles, la production des munitions et des armes...

Enfin et surtout, citoyens, la présence de nos amis au sein du gouvernement sera pour tous la garantie que la démocratie républicaine est prête à la lutte à outrance. Aujourd'hui comme hier, après les premières épreuves comme dans l'enthousiasme de la mobilisation, nous avons la certitude de lutter, non seulement pour la existence de la Patrie, non seulement pour la grandeur de la France, mais pour la liberté, pour la République, pour la civilisation.

Nous luttons pour que le monde affranchi de l'oppression étouffante de l'impérialisme et des atrocités de la guerre, jouisse enfin de la Paix dans le respect des Droits de tous. Cette conviction, les ministres socialistes la communiqueront au gouvernement entier. Ils en animeront son travail. Ils la feront partager à l'héroïque armée ou combattant aujourd'hui la fleur de la nation. Et par leur effort persévérant, par leur élan enthousiaste, ils assureront tout à la fois le salut de la Patrie et le progrès de l'humanité.

Adopté le 14 Aout 1914. Signé: Conseil d'administration de l'Humanité, Commission administrative permanente, Groupe socialiste au Parlement.

Les syndicats et la guerre

Les organisations syndicales, groupant de grandes masses de travailleurs pour la défense de leurs intérêts matériels, ont une importance énorme pour le temps de guerre.

De ce point de vue, l'orientation générale de la politique syndicale est décisive.

En effet, si dès le temps de paix, les masses des travailleurs syndiqués sont habitués à la collaboration avec le patronat; si leur activité est orientée dans le sens de « l'intérêt général » de la nation, il n'y aura pas besoin d'un grand nombre d'arguments supplémentaires pour les convaincre, en cas de guerre, que l'intérêt national leur commande impérieusement de poursuivre cette collaboration avec le patronat sous la forme d'une participation active, morale et matérielle, à la défense du « patrimoine commun », en un mot, à la guerre impérialiste.

Si au contraire, ces masses ont acquis, dans l'action, l'habitude de juger les événements selon des CRITERES DE CLASSE; si elles sont entraînées, dès le temps de paix, à faire toujours passer stricts intérêts de classe à la place de l'illusoire intérêt général que leur prêché le patronat, elles auront la possibilité, en cas de guerre, d'acquiescer rapidement une conscience nette des mobiles impérialistes de cette guerre, et de l'opposition irréductible qui existe entre les intérêts des prolétaires et ceux de la bourgeoisie, avant, pendant et après la guerre.

La direction Jouhaux a déjà fait ses preuves pendant la guerre de 1914-18. Aux obsèques de Jourès, Jouhaux déclara: « Je pars demain défendre la liberté du monde ! »

Il n'est pas parti. Il préfère se consacrer à la chasse aux militants révolutionnaires dans les usines, et à mettre les possibilités de l'appareil syndical au service de l'Etat-Major pour le contrôle de la mobilisation.

En février 1913, on retrouve Jouhaux et Cie, à Londres, avec Vandervelde, dans une « conférence syndicale interalliée », destinée à lier davantage le syndicalisme à l'impérialisme franco-anglais, et à étouffer l'opposition anti-guerrière de l'Independent Labour Party.

Le rôle de Jouhaux n'a pas changé: agent de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, il l'est encore aujourd'hui, et le sera encore demain.

Les hommes et la guerre

Renaudel

« Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve. Nous attendons avec sérénité le résultat du choc de nos armées en Belgique, convaincus que nous sommes, que nos chefs connaissent, avec la confiance que nous leur faisons, la responsabilité qui pèse sur eux. Sans crainte, sans fanfaronnade, comme nous le disions il y a deux jours, soucieux de ne créer aucune panique inutile, aussi bien que d'établir entre la France et son gouvernement l'indispensable confiance réciproque, nous voulons organiser l'action et la résistance jusqu'à la victoire, volés ce qu'il nous faut répéter au pays. » P. R. (Humanité du 25 Août 1914).

Compère-Morel

Nous devons fatalement vaincre, si nous savons tenir; tout le problème est là. Si nos gouvernements savent galvaniser le peuple qui ne demande que cela... Si les territoriaux et leurs réserves sont bien encadrés par de jeunes officiers de l'active! Si une discipline d'airain prévaut aux mouvements militaires et à l'action civile! Si les jeunes classes levées rapidement, instruites et vite entraînées, sont capables d'être mises sur les rangs, d'être quelques semaines, nous écrasons l'impérialisme allemand, pour le plus grand bonheur du peuple allemand lui-même, de la démocratie, de la République et de la Civilisation.

C'est ce que les professeurs d'affolement et les semeurs de panique devraient comprendre au plus tôt, s'ils ne veulent pas qu'au nom du droit national on les mette — et par la force — dans l'impossibilité de nuire au pays. » Compère-Morel (Humanité, 30 Août 1914).

Longuet

INITIATIVE PREMATUREE « Nos camarades des Etats-Unis viennent de lancer un appel aux socialistes de tous les pays pour la tenue d'un Congrès socialiste international pour la paix. »

Par delà l'Atlantique, on ne se rend peut-être pas suffisamment compte de la situation. Pour réaliser le programme même que trace notre ami Simons, pour abattre l'ennemi de la liberté de l'Europe — putage, Mirza, le peuple allemand jusqu'ici n'a pas su le faire — il nous faut continuer la lutte jusqu'à ce qu'un résultat soit obtenu. » Jean Longuet (Humanité, 19 Octobre 1914).

Cachin

Nous ne sommes pas des bolcheviks et pas plus que Merrheim, nous ne voulons signer, comme ils l'ont fait, un traité nouveau de Brest-Litovsk. Depuis l'exécution de Mirbach, les bolcheviks se sont tellement rapprochés du gouvernement allemand que celui-ci les prend ouvertement en tutelle. La lecture des grands journaux bourgeois allemands est à ce point de vue très significative et troublante. C'est le propre journal du Kronprinz qui déclare « qu'il est plus facile de travailler avec Lénine, qu'avec n'importe qui ». Je n'ai pas lu dans leurs journaux officiels de Tchitchérine à la gare de Moscou au moment où il venait saluer, en un discours obséquieux le cadavre de Mirbach partant pour la Prusse. Et les révolutionnaires se partout voient avec effarement la police des bolcheviks se mettre au service de Berlin pour traquer et fusiller les socialistes qui ont débarrassé leur pays de l'usurpateur. (Humanité 24 juillet 1918.

La position des Bolcheviks-Léninistes sur la question de la Défense nationale

Nous publions ci-dessous des extraits de notre brochure « La Quatrième Internationale et la guerre », où se trouvent exposées nos conceptions sur le problème dit de la défense nationale:

Contre le mensonge de la défense nationale

« L'arène classique du capitalisme, c'est l'Etat national, créé par lui, dans sa lutte contre le particularisme médiéval. Mais à peine était-il parvenu à se former, qu'il était déjà devenu un frein pour le développement économique et culturel. La contradiction entre les forces productrices et les cadres de l'Etat national, se combinant à la contradiction fondamentale entre les forces productrices et la propriété privée des moyens de production, fait de la crise du capitalisme celle du système social mondial. »

« La défense de l'Etat national, surtout dans l'Europe balkanisée, patrie de l'Etat national, est dans le plein sens du mot une besogne réactionnaire. L'Etat national avec ses frontières, ses passeports, son système monétaire, ses douanes et son armée pour la défense des douanes, est devenue une entrave monstrueuse sur la voie du développement économique et culturel de l'humanité. La tâche du prolétariat est non pas de défendre l'Etat national, mais de le liquider complètement et définitivement. »

Le mensonge de la défense nationale

« Le mensonge de la défense nationale se couvre, dans tous les cas où c'est possible, du mensonge complémentaire de la défense de la démocratie. »

« La guerre impérialiste se tient au-dessus de la question de la forme du pouvoir étatique du capital. Elle pose devant toute bourgeoisie nationale la question du sort du capitalisme national et devant les bourgeoisies de tous les pays la question du sort du capitalisme en général. C'est seulement ainsi que le prolétariat doit aussi poser la question: capitalisme ou socialisme, triomphe de l'un des camps impérialistes ou révolution prolétarienne. »

« La guerre impérialiste se tient au-dessus de la question de la forme du pouvoir étatique du capital. Elle pose devant toute bourgeoisie nationale la question du sort du capitalisme national et devant les bourgeoisies de tous les pays la question du sort du capitalisme en général. C'est seulement ainsi que le prolétariat doit aussi poser la question: capitalisme ou socialisme, triomphe de l'un des camps impérialistes ou révolution prolétarienne. »

Que faire en cas d'alliance militaire de l'U.R.S.S. avec un Etat impérialiste ?

« Le prolétariat international ne renonce pas à la défense de l'U.R.S.S., même au cas où cette dernière se trouverait contrainte de conclure une alliance militaire avec certains impérialistes contre d'autres. Mais en ce cas, encore plus qu'en tout autre, le prolétariat international assurera sa complète indépendance politique à l'égard de la diplomatie soviétique et par cela même de la bureaucratie de la III^e Internationale. »

« Restant le défenseur résolu et intrépidé de l'Etat ouvrier en lutte contre l'impérialisme, le prolétariat international ne devient pas, pourtant, l'allié des alliés impérialistes de l'U.R.S.S. Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve en alliance avec l'U.R.S.S. maintient pleinement et entièrement son hostilité implacable à l'égard du gouvernement impérialiste de son propre pays. »

« L'opposition prolétarienne implacable contre l'allié impérialiste de l'U.R.S.S. devrait se déployer sur le terrain, d'une part de la politique de classe à l'intérieur, d'autre part des buts impérialistes du gouvernement donné, du caractère perfide de son « alliance », de sa spéculation sur un coup d'Etat bourgeois en U.R.S.S., etc. La politique du parti prolétarien dans un pays impérialiste, « allié » comme ennemi, doit, par conséquent, tendre au renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et à la prise du pouvoir. C'est seulement sur cette base qu'on peut créer une alliance véritable avec l'U.R.S.S. et sauver le premier Etat ouvrier de l'effondrement. »

LA VIE OUVRIÈRE

Dans le Bâtiment lillois

Le Syndicat Confédéré de Lille du Bâtiment s'est réuni en assemblée générale le 28 Novembre, ou en...

Notre camarade Guilloton avait, avant d'être élu, fait un tour...

Il est bon d'ajouter que cette mesure a été adoptée au moment même où le nouveau ministre...

QUE SE PASSE-T-IL A METZ ?

Qu'est-ce qui se passe à Metz ? Les bureaucrates staliniens font-ils la grève ?

Cette unité d'action s'était réalisée sous la pression d'un courant de masse, et nos camarades confédérés...

La répression au Central Télégraphique

Le personnel du Central Télégraphique qui fut toujours à l'avant-garde du mouvement syndical, subit les violentes brimades du régime capitaliste...

L'U. S. T. E. I. ET L'UNITÉ SYNDICALE

L'Union des Syndicats de Techniciens et Employés de l'Industrie (U. S. T. E. I.), va tenir son 4ème congrès...

Les raisons de cet état d'esprit sont d'un autre ordre : jusqu'à ce jour, le service de brigade n'a cessé de fonctionner au Central pour le grand intérêt...

NEUVES-MAISONS

Mineurs et Métallurgistes sont diminués de 10 p. 100

Depuis deux ans, les métallurgistes et mineurs de Neuves-Maisons, ont subi deux diminutions, une de 4 % l'autre de 10 %, et en voilà une troisième de 10 % qui vient s'ajouter aux précédentes...

C'est au cours de la première quinzaine de novembre, que les ouvriers de Neuves-Maisons apprennent qu'une diminution de 10 % serait appliquée sur les salaires, à partir du 15 novembre...

Les Unitaires, qui jusque là, s'étaient déclarés en accord avec les confédérés et tout le personnel devinrent les partisans de la grève et cela pour...

Bref, excellente réunion qui nous montre de grandes possibilités pour orienter les travailleurs sur la voie véritablement révolutionnaire.

Les Jeunes défendent Marceau

Il y a quelques jours, profitant d'une réunion des Professeurs qui devait durer une heure, quelques J.P. de l'école organisèrent dans le préau un semblant de meeting pour...

Un groupe d'élèves.

C. G. T. La réponse de l'U.D. de l'Isère

Quant à nous, U.D. de l'Isère, nous considérons l'unité syndicale immédiate et complète comme le premier pas vers l'affranchissement du prolétariat...

L'U. S. T. E. I. ET L'UNITÉ SYNDICALE

L'Union des Syndicats de Techniciens et Employés de l'Industrie (U. S. T. E. I.), va tenir son 4ème congrès, un Congrès Extraordinaire sur l'Unité Syndicale et l'Unité d'Action.

Elle a également pris l'initiative de provoquer, avant la fin de l'année, une Conférence Nationale des Organisations Syndicales Autonomes, sur l'Unité.

VIE DU PARTI ET DES JEUNESSES

LE SCANDALE DE SURESNES

VA-T-IL DURER ?

Suite de la P. première page

La réaction bourgeoise n'a pas donné en 1932, son appui électoral pour rien ; aujourd'hui, elle réclame le prix : la tête du front unique !

Un ou deux meetings sans lendemain, comme soupape de sûreté, et c'est tout. A Puteaux, les dirigeants de la section refusent de signer le pacte d'unité avec le P. C.

Rien n'est plus propice au développement de l'industrialisme que l'existence de municipalités à élite réactionnaire, dont les élus entretiennent les rapports les plus cordiaux avec le clergé et le grand patronat...

Chaque jour perdu avant que le socialisme ne prenne localement son vrai visage, est un jour démagogique.

Les Jeunes défendent Marceau

Il y a quelques jours, profitant d'une réunion des Professeurs qui devait durer une heure, quelques J.P. de l'école organisèrent dans le préau un semblant de meeting pour...

Un groupe d'élèves.

C. G. T. La réponse de l'U.D. de l'Isère

Quant à nous, U.D. de l'Isère, nous considérons l'unité syndicale immédiate et complète comme le premier pas vers l'affranchissement du prolétariat...

L'U. S. T. E. I. ET L'UNITÉ SYNDICALE

L'Union des Syndicats de Techniciens et Employés de l'Industrie (U. S. T. E. I.), va tenir son 4ème congrès, un Congrès Extraordinaire sur l'Unité Syndicale et l'Unité d'Action.

Elle a également pris l'initiative de provoquer, avant la fin de l'année, une Conférence Nationale des Organisations Syndicales Autonomes, sur l'Unité.

A propos du « Cartel des Jeunes Générations »

Si le régime, au cours de sa décomposition, pèse plus lourdement que jamais sur les grandes masses exploitées, pour nous autres, jeunes, la question est encore plus claire, encore plus tragique : pour nous, le régime est devenu inhabitable...

Contre un tel destin, la jeunesse se révolte. Elle veut agir pour assurer une pleine expansion à sa personnalité physique et morale. Depuis la guerre, nous assistons à une violente irruption des jeunes dans la vie politique.

Le « Comité national de la jeunesse contre la guerre et le fascisme » propose aux jeunes, nous propose à nous, jeunes socialistes, un projet, sur la base duquel se grouperont tous ceux qui veulent délivrer la jeune génération de ses grandes peines et de ses grandes inquiétudes.

Disons tout de suite que nous ne saurions à aucun titre souscrire à un tel projet. Et nous pensons que la jeunesse socialiste ne peut y souscrire.

La 20e Section stigmatise la participation

Dans la 20e section, la discussion en vue du Conseil Fédéral, fut précédée d'un examen de l'attitude de la direction du parti lors de la chute du gouvernement Doumergue.

Pour la « Vérité »

CONCOURS D'ABONNEMENTS. Nombre de points : Leguë 39, Camo 12, un camarade d'Aulnay 12, un camarade de Lyon 6, Dumas 6, un camarade de Melun 6.

Adresser les fonds au compte P. Frank, 1368-55, Paris.

P. S. — Pour des raisons matérielles, la goquette prévue n'aura lieu que le dimanche 13 janvier, dans l'après-midi.

ABONNEMENTS : France... 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr. Etranger... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.

Le Gérant : P. FRANK. Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris.

Bravo la 19e J.S.!

Les J. S. justement alertés par la divulgation du vol de 500.000 cartouches à Versailles, pensent que ces munitions sont certainement destinées à l'armement des ligues fascistes...

A Besançon

LES JEUNES EN TÊTE

Les J. S. avaient organisé un meeting, dimanche matin, 9 décembre, à la maison du peuple. Quel plaisir pour moi, de voir ce jeune président de séance, A. Joubaux, tout plein de son rôle et ces deux jeunes pionniers comme assureurs.

Les J.S. de Lille

A la dernière Assemblée générale des J. S. de Lille, un camarade intervint pour développer l'analyse de la situation donnée par la Vérité. Politique d'offensive contre la classe ouvrière du minier Flandin, nécessité de la milice du peuple et de l'armement du prolétariat.

La 20e Section stigmatise la participation

Dans la 20e section, la discussion en vue du Conseil Fédéral, fut précédée d'un examen de l'attitude de la direction du parti lors de la chute du gouvernement Doumergue.

Pour la « Vérité »

CONCOURS D'ABONNEMENTS. Nombre de points : Leguë 39, Camo 12, un camarade d'Aulnay 12, un camarade de Lyon 6, Dumas 6, un camarade de Melun 6.

Adresser les fonds au compte P. Frank, 1368-55, Paris.

P. S. — Pour des raisons matérielles, la goquette prévue n'aura lieu que le dimanche 13 janvier, dans l'après-midi.

ABONNEMENTS : France... 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr. Etranger... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.

Le Gérant : P. FRANK. Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris.